



Conseil de sécurité

Distr. générale
17 juin 2002

Original: français

**Lettre datée du 26 février 2002, adressée au Président
du Conseil de sécurité par le Président du Comité
du Conseil de sécurité créé par la résolution 1373 (2001)
concernant la lutte antiterroriste**

Le Comité contre le terrorisme a reçu le rapport ci-joint, présenté par Madagascar en application du paragraphe 6 de la résolution 1373 (2001) (voir annexe).

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer la présente lettre et son annexe en tant que document du Conseil de sécurité.

Le Président du Comité contre le terrorisme
(*Signé*) Jeremy **Greenstock**

* Nouveau tirage pour raisons techniques.



Annexe

[Original : français]

Note verbale datée du 21 février 2002, adressée au Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1373 (2001) concernant la lutte antiterroriste par la Mission permanente de Madagascar auprès de l'Organisation des Nations Unies

La Mission permanente de Madagascar auprès de l'Organisation des Nations Unies présente ses compliments au Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1373 (2001) concernant la lutte antiterroriste, et a l'honneur de lui faire tenir ci-joint le rapport de la République de Madagascar sur l'application de la résolution 1373 (2001) du Conseil de sécurité (voir pièce jointe).

La Mission permanente de Madagascar auprès de l'Organisation des Nations Unies saisit cette occasion pour renouveler au Président du Comité concernant la lutte antiterroriste les assurances de sa haute considération.

Pièce jointe

Rapport de la République de Madagascar sur l'application de la résolution 1373 (2001) concernant la lutte antiterroriste

En application du paragraphe 6 de la résolution 1383 (2001) adoptée par le Conseil de sécurité des Nations Unies le 28 septembre 2001, le Gouvernement malgache soumet au Comité contre le terrorisme le présent rapport, dans lequel sont décrites d'une manière succincte les mesures adoptées pour la mise en oeuvre de cette résolution.

En présentant ce rapport, Madagascar entend réaffirmer son attachement aux principes et objectifs de la Charte des Nations Unies et marquer sa volonté à contribuer dans l'éradication du terrorisme.

I. Dispositif national de prévention et de répression du terrorisme

Même si Madagascar ne dispose d'aucune législation spécifique concernant le terrorisme, la législation malgache comporte néanmoins une gamme très variée de dispositions préventives et répressives telles que la peine de mort, la peine d'emprisonnement, les travaux forcés qui peuvent s'adapter, le cas échéant, aux différents actes terroristes.

• En ce qui concerne la prévention

Madagascar n'a jusqu'à ce jour conclu aucun accord sur le terrorisme international. Néanmoins, en cas de fortes présomptions de terrorisme et à la demande du pays concerné, Madagascar installe avec sa collaboration un dispositif de sécurité pour la surveillance de son ambassade et des organismes y rattachés. Tel est le cas des États-Unis.

• Sur la répression

Aucune disposition spécifique n'existe, en l'état actuel, dans la législation malgache en matière de « terrorisme international », mais les actes pouvant se rattacher à ce genre d'infraction se trouvant, du point de vue répressif, inclus de manière implicite dans diverses sections du Code pénal, se rapportent notamment :

A. Aux crimes et délits contre la sûreté extérieure de l'État

Article 76.3

- Destruction, détérioration volontaire de navire, d'un appareil de navigation aérienne, du matériel, d'une construction ou d'une installation intéressant la défense nationale par les nationaux;
- Participation volontaire à une action commise en bande et à force ouverte, ayant eu pour but et pour résultat la détérioration volontaire de matériel ou fournitures destinés à la défense nationale.

Article 77

Conférant la qualification d'espionnage aux actes visés à l'article précédent lorsqu'ils ont été commis par un étranger.

Article 82.1

Introduction dans une forteresse, ouvrage, poste, arsenal, bâtiment, appareil de navigation aérienne, véhicule militaire...

Pour les infractions découlant des articles 76 et 77, il est prévu la peine de mort et d'une façon générale les atteintes à la sûreté extérieure de l'État commises en temps de paix sont punies d'un emprisonnement d'un à cinq ans et d'une amende de 180 000 à 1 800 000 francs malagasy, peines pouvant être portées à 10 ans d'emprisonnement et 3 600 000 francs malagasy à l'égard de l'infraction visée à l'article 82.

B. Aux crimes contre la sûreté intérieure de l'État**Article 91**

Alinéa 1	Attentat dont le but sera de porter la dévastation et le massacre dans une ou plusieurs communes (puni de la peine de mort).
Alinéa 3	Manoeuvre et actes de nature à compromettre la sécurité publique ou à occasionner des troubles politiques graves (punis d'un emprisonnement de un à cinq ans, de l'interdiction des droits civiques, civils et de famille ainsi que de l'interdiction de séjour).
Article 95	Incendie ou destruction par l'explosion d'une mine des édifices, magasins, arsenaux, vaisseaux ou autres propriétés appartenant à l'État (punies de la peine de mort).

C. À la résistance et autres manquements envers l'autorité publique

Article 210	Attaque, résistance avec violences et voies de fait envers la force publique (rébellion) par plus de 20 personnes armées (punies de travaux forcés à temps).
Articles 212 et 218	Rébellion commise par une ou deux personnes avec armes (punie d'un emprisonnement d'un mois à deux ans et d'une amende de 25 000 à 150 000 francs malagasy).
Article 257	Dégradation de monuments et autres objets destinés à l'utilité publique (punie d'un emprisonnement d'un mois à deux ans et d'une amende de 25 000 à 100 000 francs malagasy).

D. Aux associations de malfaiteurs

Articles 265 et 266

Association formée, quelle que soit sa durée ou le nombre de ses membres, en vue de préparer ou de commettre des crimes ou délits contre les personnes ou les propriétés (punies des travaux forcés à temps si les faits commis ou projetés constituent des crimes, et d'un emprisonnement de six mois à cinq ans et d'une amende facultative de 180 000 à 1 800 000 francs malagasy, si ces faits constituent des délits, ainsi que de l'interdiction des droits civiques, civils et de famille et de l'interdiction de séjour.

E. Aux destructions, dégradations, dommages

Article 434

- Destruction volontaire par le feu des édifices, navires, bateaux, magasins, chantiers quand ils sont habités ou servent à l'habitation, des voitures ou wagons contenant des personnes ou n'en contenant pas mais faisant partie d'un convoi (punie de la peine de mort).
- Destruction volontaire des édifices, navires, bateaux, magasins, chantiers non habités ou non préposés à l'habitation (punie des travaux forcés à perpétuité lorsque les objets n'appartiennent pas à l'auteur, des travaux forcés à temps s'il y a préjudice pour autrui).
- Communication d'incendie à des objets quelconques, placés de manière à communiquer l'incendie (punie de la même peine lorsque le feu a été mis directement auxdits objets).
- En cas de mort d'une ou plusieurs personnes, blessures graves ou infirmités, la peine encourue est la mort.

Article 435

La peine de mort ou des travaux forcés suivant les distinctions faites en l'article précédent sera également encourue pour la destruction volontaire en tout ou en partie ou la tentative de destruction par l'effet d'une mine ou de toute substance explosive des édifices, habitations, digues, chaussées, navires, bateaux, véhicules de toutes sortes, magasins, chantiers, leurs dépendances, ponts, voies publiques ou privées et généralement tous objets mobiliers ou immobiliers de quelque nature qu'ils soient, et pour le dépôt, dans une intention criminelle, sur une voie publique ou privée d'un engin explosif.

Article 436

Menace d'incendie ou destruction par l'effet d'une mine ou de toute autre substance explosive des objets énumérés à l'article 435 (punie d'un emprisonnement de deux à cinq ans et d'une amende de 25 000 à 225 000 francs malagasy, de l'interdiction des droits civiques, civils et de famille et de l'interdiction de séjour, le cas échéant, avec interdiction de séjour facultative si la menace n'a été accompagnée d'aucun ordre ou condition).

Article 437 bis (Ordonnance No 77-036 du 29 juin 1977)

Destruction ou tentative de destruction par tous autres moyens que ceux prévus aux articles 434 et suivants du Code pénal, des édifices, habitations, digues, chaussées, navires, bateaux, aéronefs, véhicules de toutes sortes, magasins, chantiers ou leurs dépendances, ponts... (punie d'un emprisonnement de cinq à 10 ans).

Article 458

Destruction, dégradation ou tentative de destruction ou de dégradation par incendie ou tout autre moyen, en tout ou partie d'un véhicule quel qu'il soit, appartenant à autrui (punie d'un emprisonnement de deux à cinq ans et d'une amende de 25 000 à 1 000 000 francs malagasy, sans préjudice de l'application des dispositions des articles 434 et 435 s'il échet).

F. Aux meurtres, autres crimes capitaux, menaces d'attentat contre les personnes

Article 302	Assassinat (puni de la peine de mort).
Article 303	Crimes commis avec tortures ou actes de barbarie (punis de la peine de mort).
Article 304	Meurtre précédant, accompagnant ou suivant un autre crime (puni de la peine de mort). Meurtre (puni des travaux forcés à perpétuité).

G. Aux blessures et coups volontaires**Article 309**

- Blessures et coups volontaires ayant entraîné une incapacité de travail personnel de plus de 20 jours (punis d'un emprisonnement de deux à cinq ans et d'une amende de 25 000 à 100 000 francs malagasy);
- Violences suivies de mutilation, amputation, cécité ou autres infirmités (punies d'un emprisonnement de cinq à 10 ans);
- Coups et blessures volontaires, sans intention de donner la mort mais l'ayant occasionnée (punis des travaux forcés à temps).

Article 310

Blessures et coups volontaires avec préméditation ou guet-apens (punis des travaux forcés à perpétuité si la mort s'en est suivie, des travaux forcés à temps si les violences ont été suivies de mutilation, amputation, privation de l'usage d'un membre, cécité ou autres infirmités, d'une peine de cinq à 10 ans d'emprisonnement dans le cas prévu à l'article 301 de l'alinéa premier.

Article 311

Blessures, coups, violences et autres voies de fait sans maladie ou incapacité de travail personnel (punis d'un emprisonnement de six jours à deux ans et d'une amende de 25 000 à 90 000 francs malagasy ou de l'une de ces deux peines seulement, d'un emprisonnement de deux à cinq ans et d'une amende de 25 000 à 150 000 francs malagasy s'il y a eu préméditation ou guet-apens).

Article 318**alinéa premier**

Violences ou voies de fait commises contre des personnes, destructions ou dégradations causées à des biens, du fait d'une action concertée, menée à force ouverte par un groupe (punie, sans préjudice de l'application des peines plus fortes prévues par la loi, d'un emprisonnement de un à cinq ans).

H. Aux arrestations et séquestration de personnes**Article 341**

Punissant des travaux forcés à temps ceux qui auront appréhendé contre son gré une personne, l'aura privée de liberté, détenue ou séquestrée, et ceux qui auront prêté un lieu pour exécuter la détention ou séquestration.

Article 342

Élevant la peine aux travaux forcés à perpétuité dans le cas où la détention ou la séquestration a duré plus d'un mois.

Article 343

Réduisant la peine à un emprisonnement de deux à cinq ans pour les coupables non encore poursuivis de fait qui auront rendu la liberté à la personne arrêtée, séquestrée ou détenue avant le dixième jour accompli depuis l'arrestation, détention ou séquestration.

Article 344

Stipulant la peine des travaux forcés à perpétuité si la personne arrêtée, séquestrée ou détenue a été menacée de mort, et la peine de mort si elle a été soumise à tortures corporelles.

I. Aux crimes envers les enfants et les mineurs**Article 345****Alinéa premier**

Enlèvement, recel d'un enfant (punis de la réclusion).

Article 355

Enlèvement, détournement d'un mineur âgé de moins de 15 ans par violence ou fraude (punis des travaux forcés à perpétuité).

Ces peines sont réduites à celles des travaux forcés à temps si le mineur est rendu ou retrouvé vivant avant l'arrêt de condamnation.

L'enlèvement emportera la peine de mort si au contraire l'enlèvement a été suivi de la mort du mineur.

Il y a lieu également de signaler certaines dispositions du Code de justice du service national qui prévoient aux articles ci-après :

Article 136

- Paragraphe 2 : Contre les individus embarqués à bord d'un navire ou aéronef militaire au nombre de quatre au moins qui prennent les armes : une peine de trois à cinq ans d'emprisonnement;
- Paragraphe 3 : Contre les individus réunis au nombre de huit au moins qui se livrent à des violences en faisant usage d'armes : une peine de cinq à 10 ans d'emprisonnement;
- Contre les instigateurs de la « révolte » : le maximum des travaux forcés à temps (20 ans).

Article 137

Contre les individus embarqués sur un navire ou aéronef militaire, coupables d'avoir formé un complot contre l'autorité du commandant de bord ou contre la sécurité du navire ou de l'aéronef : une peine de cinq à 10 ans d'emprisonnement (il suffit : pour que le complot soit caractérisé, qu'il résulte que la résolution de porter atteinte à l'autorité du commandant, à la discipline ou à la sécurité du navire ou de l'aéronef ait été concertée ou arrêtée entre deux ou plusieurs individus).

Article 154

Contre les individus embarqués sur un navire ou aéronef militaire et qui, en bande ont commis, soit avec des armes, soit à force ouverte, soit avec violence envers les personnes, tout dégât : la peine des travaux forcés à perpétuité.

Article 155

Contre tout individu embarqué sur un navire ou aéronef militaire qui volontairement incendie ou détruit par un moyen quelconque ou rend impropre à un service immédiat des édifices, bâtiments, ouvrages, voies ferrées, lignes ou postes télégraphiques ou téléphoniques ou de télécommunications, postes d'aérostation ou d'aviation, chantiers, vaisseaux, navires, aéronefs à l'usage du service national ou concourant à la défense nationale : la peine de mort.

Article 156

Prévoyant la peine des travaux forcés à temps pour la tentative des mêmes faits en temps de paix.

Article 157

Punissant également des travaux à temps tout individu qui, embarqué sur un navire ou un aéronef, dans un but coupable, détruit, incendie, fait détruire, incendier

ou rend impropres à un service immédiat tous matériels ou objets mobiliers à l'usage national ou concourant à la défense nationale.

*

* *

Il est à préciser que cette énumération n'est nullement exhaustive mais a été faite dans le seul but de permettre de constater que, sans avoir institué une catégorie spéciale d'infraction sur le terrorisme, la législation de Madagascar comporte néanmoins un éventail très large de dispositions répressives allant de la peine d'emprisonnement à la peine de mort, en passant par les travaux forcés et pouvant, le cas échéant, s'adapter aux différentes actions qui s'y rattachent.

II. Au niveau international

Madagascar a ratifié quatre des 12 principaux instruments internationaux visant à prévenir et à lutter contre le terrorisme. Il s'agit :

- Du Protocole de Montréal de 1988 pour la répression des actes illicites de violence dans les aéroports servant à l'aviation civile;
- De la Convention de Montréal de 1971 pour la répression d'actes illicites dirigés contre la sécurité de l'aviation civile;
- De la Convention de La Haye de 1970 sur la capture illicite d'aéronefs;
- De la Convention de Tokyo de 1963 relative à certains autres actes survenant à bord des aéronefs.

Ces conventions et protocoles font donc partie intégrante de l'ordre juridique interne de Madagascar.

S'agissant particulièrement des mesures prises ou envisagées par Madagascar, en application de la résolution 1373 (2001) prise par le Conseil de sécurité le 28 septembre 2001, le Gouvernement malgache a créé une cellule interministérielle, coordonnée par le Ministère des affaires étrangères et dont la mission consiste principalement à mener à bien les démarches nécessaires en vue de l'adhésion de Madagascar à tous les instruments régionaux et internationaux relatifs à la lutte contre le terrorisme.

En décembre dernier, le Conseil des ministres a adopté en outre des projets de loi portant ratification ou adhésion de Madagascar aux accords ci-après :

1. Pour ratification

- La Convention internationale de 1999 pour la répression du financement du terrorisme;
- La Convention de 1997 pour la répression des attentats terroristes à l'explosif;
- La Convention de 1991 sur le marquage des explosifs plastiques et en feuilles aux fins de détection;
- La Convention de l'OUA sur la prévention et la lutte contre le terrorisme.

2. Pour adhésion

- La Convention de 1973 sur la prévention et la répression des infractions contre les personnes jouissant d'une protection internationale, y compris les agents diplomatiques;
- La Convention de 1979 contre la prise d'otages;
- La Convention de 1979 sur la protection physique de matières nucléaires;
- La Convention de 1988 pour la répression d'actes illicites dirigés contre la sécurité de la navigation maritime;
- Le Protocole de 1988 pour la répression d'actes illicites dirigés contre la sécurité des plates-formes fixes situées sur le plateau continental.

Ces projets de loi seront soumis à l'Assemblée nationale et au Sénat dès l'ouverture de leur prochaine session, en mai 2002.

Il sera ensuite procédé à l'adoption de mesures réglementaires et législatives qui s'imposent en vue de leur application au contexte malgache. De même, le renforcement de la coopération de Madagascar avec ses partenaires dans les domaines concernés, notamment au plan bilatéral et régional, est également au programme.

Il y a lieu également de noter que les dispositions relatives à « l'extradition » des Accords de coopération en date du 4 juin 1973 entre la France et Madagascar sont applicables en matière de terrorisme international : les deux États s'engagent à livrer réciproquement les personnes qui, se trouvant sur le territoire de l'un des deux, sont poursuivies ou condamnées par les autorités judiciaires de l'autre pour terrorisme. Les deux États n'extradent cependant pas leurs nationaux respectifs.

III. Conclusion

L'ampleur des besoins de Madagascar dans le cadre de la mise en oeuvre de la résolution 1373 (2001) est grande. Bien que ces besoins restent à déterminer, l'on peut d'ores et déjà souligner que l'élaboration des lois et textes réglementaires ainsi que la mise en place d'un cadre institutionnel adéquat nécessitent des compétences techniques qui font actuellement défaut.